



Enjeux mémoriels algériens en France: Quels calculs (politiciens) pour Macron et Stora?

Par [Abdellali Merdaci](#)

Mondialisation.ca, 11 août 2020

Région : [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#), [Histoire](#), [société et culture](#)

Analyses: [LE MAGHREB](#)

La question mémorielle rejillit, à l'initiative du président Macron, dans le débat politique et académique sur les deux rives de la mer Méditerranée.

Depuis le temps qu'elle dure, cette guerre des mémoires, actée entre France et Algérie, devient un serpent de mer. On glosait là-dessus, au début des années 1990 (1).

Revient-elle à nouveaux frais ? Entre l'ancienne puissance coloniale et la patrie algérienne neuve, ce pays naguère dépossédé, écrasé, selon la formule du poète kabyle Jean El Mouhov Amrouche, sous « l'enclume du mépris » (2) colonial, la relation n'a pas été sans heurt et faut-il craindre, malgré le volontarisme de Paris et d'Alger, qu'elle le reste ?

Une affaire franco-française

Sans doute, conviendra-t-il de s'inquiéter des soubassements politiques de cet appel à la résurgence mémorielle, davantage en France qu'en Algérie. À Paris, cet objectif de ressourcement de mémoires conflictuelles n'a pas échappé aux commentateurs politiques et l'Élysée n'a pas exclu de communiquer sur cet intérêt algérien qui s'inscrit pleinement dans l'horizon de l'élection présidentielle de 2022.

Laureline Dupont, éditorialiste au magazine parisien « L'Express », relève cette incidence dans l'agenda algérien du président français : « "Le dossier algérien peut nous aider, par le biais d'une gestion mémorielle audacieuse, à résorber ces fractures historiques au sein de la société française", confirme-t-on à l'Élysée » (3).

La démarche élyséenne devrait-elle souffrir d'ambiguïté ? Des arrière-pensées de politique intérieure, strictement électoralistes, informent les projections de M. Macron et de ses conseillers.

L'éditorialiste de « L'Express » précise que « depuis plusieurs mois, l'historien Benjamin Stora travaille avec le cabinet élyséen dans la perspective, entre autres, du 60e anniversaire des accords d'Évian » (4).

Si Benjamin Stora est connu dans les cercles germanopratsins comme un « visiteur du soir » de l'Élysée, cette aura de consigliere florentin participe de jeux de miroirs de la société politique française où l'intellectuel a forgé une posture ambivalente sous les présidences de

MM. Nicolas Sarkozy (2007-2012), François Hollande (2012-2017) et Emmanuel Macron (depuis 2017).

Cette entrée de l'élite littéraire, artistique et universitaire, dans les palais de la République française n'a pas toujours été favorablement perçue. Et encore moins les empiétements des uns sur les devoirs des autres. En 2005, au moment où l'Assemblée française discutait et approuvait, le 23 février, un projet de loi du gouvernement de droite du président Jacques Chirac (1995-2007) inscrivant dans les manuels scolaires de l'Éducation nationale les bienfaits de la colonisation (5), la majorité des historiens français s'est élevée contre ce concubinage malsain entre la classe politique au pouvoir et les concepteurs attirés d'outils didactiques sur cette période controversée de l'histoire de la France.

Éminents professeurs des Universités, dont Benjamin Stora au premier plan, pédagogues, associations et ligues de l'enseignement ont dénoncé, à l'appel de leur collègue Claude Liauzu (1940-2007), cette intrusion de la politique dans le travail académique de l'historien. Par certains aspects, cette polémique franco-française a affleuré dans l'espace politique algérien (6).

Il est assez inaccoutumé, en France, qu'un universitaire de renom puisse être missionné, en dehors d'expertises ponctuelles, dans une perspective spécifiquement politique ou prendre de son propre chef des initiatives engageant l'État dans ou hors de son territoire comme le fera le philosophe Bernard-Henri Lévy en Bosnie, et, de manière tonitruante, en Libye. S'il faut préciser que Benjamin Stora, historien émérite et authentique écrivain, n'est pas un boutefeu, il a accepté, à la demande du président Macron, d'apporter sa caution d'intellectuel consacré par une œuvre respectable à des calculs purement politiques.

Dans un récent entretien avec « Le Monde », il n'écarte pas explicitement une dimension politique dans son engagement : « Cette mission, explique-t-il, s'inscrit dans un contexte global où la France et l'Algérie ont intérêt à se rapprocher, d'abord par rapport à la conjoncture politique internationale » (11). Notamment en Libye, où la responsabilité de la France dans la destruction de ce pays est un point d'achoppement insurmontable.

L'Algérie et les » fractures historiques » françaises

Dans la lettre de mission confiée à Stora, le président Macron s'inquiète de la diffusion de l'histoire de la Guerre d'Algérie en notant qu'« il en va de l'apaisement et de la sérénité de ceux qu'elle a meurtris ». Un des objectifs entrevus est « la réconciliation entre les peuples français et algérien » ouvrant la possibilité de « dresser un état des lieux juste et précis du chemin accompli en France sur la mémoire de la colonisation et de la Guerre d'Algérie, ainsi que du regard porté sur ces enjeux de part et d'autre de la Méditerranée » (7). ?

Relativement aux attentes de MM. Macron et Stora, une réalité démographique et politique, très visible, s'impose : la plupart des Algériens qui ont combattu la France coloniale ne sont plus là et l'Organisation nationale des Moudjahidine (ONM), qui a été leur plus avéré représentant, n'est plus qu'un bureau d'ayants-droit. La paix des mémoires entre la France et l'Algérie, voulue par M. Macron, est tardive, très tardive : elle aurait pu être envisagée en direction de tous les acteurs de la Guerre d'Algérie, sans exception, par ses prédécesseurs, le général de Gaulle, Georges Pompidou, Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand, de la fin des années 1960 aux années 1980. En 2020, elle s'offre à une irrémédiable vacuité.

Cette paix des mémoires éloignée des trames de la Guerre d'Algérie, le président Macron y

croit. Lors de son séjour à Alger, au mois de décembre 2017, il répondait vivement à un jeune algérois, âgé de 25 ans, qui l'interpellait sur le passé colonial de son pays : « Mais vous n'avez jamais connu la colonisation ! Qu'est-ce que vous venez m'embrouiller avec ça ? Vous, votre génération, elle doit regarder l'avenir » (8). Oublier, donc ; emmurer le passé, c'est clairement énoncé.

Le « dossier algérien », requis par le président français et instruit par Stora n'est plus qu'une date sans relief : le 19 mars 1962, les représentants du gouvernement français et du gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), signaient à Évian (France) les accords d'un cessez-le-feu qui entrainait en vigueur le jour-même à midi. C'était la fin de la Guerre d'Algérie, une date perçue négativement dans le champ politique français, vidée de toute substance pour la jeunesse française.

Hors de la prévalence du calendrier électoral présidentiel, l'intention de MM. Macron et Stora de « parler aux nouvelles générations » de leur pays de la Guerre d'Algérie serait bien commode. Pourtant, il est difficile de croire que M. Macron s'adresse à la jeunesse des Écoles, éduquée et socialement irréprochable, qui ne brûle pas de voitures dans les cités. Mais, plutôt aux jeunes des banlieues et des quartiers, sa vraie cible, qui n'en finissent pas d'embarrasser les pouvoirs en France. Ces Français, parfois de 4e génération, n'ont aucun lien avec l'Algérie, le pays de leurs arrière-grands-parents, qu'ils ne connaissent pas, pour lequel ils n'éprouvent aucune émotion. Cette population, née française et grandie généralement dans l'observance des mœurs de la société française, n'y a jamais été intégrée et elle n'a bénéficié ni de la solidarité ni de la réussite nationales. Avec l'assentiment de leurs parents, qui le plus souvent sont nés Français, ces jeunes des banlieues et des quartiers, indifférents à l'histoire coloniale de la France et, spécialement, de sa présence en Algérie, expriment leur désarroi de Français marginalisés en rejoignant des sectes islamistes ou en poussant des rodéos dans les avenues de Paris les soirs de victoire de l'équipe nationale de football d'Algérie, qui est majoritairement une équipe de joueurs français, leurs propres frères des banlieues et des quartiers.

Parfois, lorsqu'ils accèdent à l'Université, ils rejoignent le scabreux Parti des Indigènes de la République (PIR).

Cette jeunesse est dans la déloyauté envers son pays. Ces Français, de lointaine origine algérienne, du PIR ou d'ailleurs, ne peuvent s'arroger le droit de parler au nom de l'Algérie ou en revendiquer les douloureuses épreuves coloniales.

Ces jeunes, « Français malgré eux » (9), qui ne votent pas, et leurs parents aussi, soulignent l'inanité de l'entreprise de MM. Macron et Stora, qui n'aurait de sens que face à un engagement d'envergure, en 2022, de Marine Le Pen sur le thème sensible de la Guerre d'Algérie auprès d'un électorat âgé d'anciens rapatriés et de leur descendance. Mais depuis le temps où les Le Pen, père et fille, candidaient à l'élection présidentielle française, cet argument du vote pied-noir et « algérieniste », s'il était crédible, aurait basculé les légitimités politiques les mieux établies en France.

Si, effectivement, comme le soutient Stora dans son entretien avec « Le Monde », « la question mémorielle, ce n'est pas seulement de l'histoire passée, c'est devenu une actualité à l'échelle internationale » (10), il est inapproprié que l'Algérie serve de passerelle à la résolution de problèmes franco-français, « ces fractures historiques au sein de la société française ». Les agissements des Français de 4e génération du PIR, prétendant dispenser à la France les théories et le langage vaseux des universités américaines et imitant, dans le

cas du dossier Adama Traoré, les manifestations aux États-Unis d'Amérique qui ont suivi l'étouffement par un policier blanc de Minneapolis de l'Afro-américain George Floyd, ressortissent d'exactions sur la voie publique. Mais, en 2020, la France qui recherche d'impossibles échappatoires pour s'en préserver n'est plus gouvernée.

Agaceries françaises

La France, qui possédait pendant la période d'occupation de l'Algérie un puissant « parti colonial » (Charles-Robert Ageron), dispose d'un lobby colonial, toujours sur la brèche, regroupant des directeurs de conscience suffisamment présents dans les médias, faisant et défaisant les opinions.

Ainsi, les écrivains Jean Sevilla et Éric Zemmour, chroniqueurs du « Figaro Magazine », Robert Ménard, natif d'Oran, maire de Béziers apparenté au Rassemblement national, rapiécant son passé algérien et la veine OAS de sa famille, et des agitateurs « algérienistes » en rangs serrés, « tapent » régulièrement sur l'Algérie. Et même des seconds couteaux compilant la prose revancharde de Zemmour, défenseur attentionné du chef de guerre et assassin d'Algériens Bugeaud.

Il est improbable que le président Macron puisse mettre en cause ces Savonarole d'opérette : bien au contraire, il sera le premier à défendre leur liberté d'expression. Ils représentent une tradition politique et littéraire française enracinée, qui de Jules Vallès aux frères Tharaud, d'Édouard Drumont à Charles Maurras et Léon Daudet, de Louis-Ferdinand Céline à Lucien Rebatet, Drieu le Rochelle, Henry de Montherlant, Paul Morand et Robert Brasillach, a porté la plume dans les eaux fangeuses de l'antisémitisme, du racisme, du fascisme et de la collaboration avec l'Allemagne nazie. Alors que Jean Raspail (1925-2020), écrivant un roman dystopique prémonitoire (« Le Camp des Saints », 1973), sur l'envahissement des côtes de la France et de l'Europe par un million de gueux venus d'Inde, préfigurant la grande vague des migrations d'Afrique et d'Orient vers l'Europe de nos jours, a été l'incarnation prophétique d'une extrême droite littéraire française, Marc-Édouard Nabe, Renaud Camus (théoricien du « grand remplacement »), Michel Houellebecq (fils d'une pied-noir d'Algérie), Patrick Buisson, Alain Finkielkraut, Patrick Bruckner et bien d'autres de moindre acabit, aux aguets d'une droite extrême, pleurant une colonie française défunte, entretiennent une réserve de diatribe haineuse envers l'Algérie. Pourquoi le président français ne ferait-il pas le ménage chez lui ?

Ces dernières semaines abondent de conflits des mémoires entre la France et l'Algérie provoqués par les Français : une chroniqueuse de CNews ne vient-elle pas de qualifier l'Algérie de « terra incognita », enfantée par la France. ? Auparavant, des documentaires à thème algérien des chaînes de télévisions publiques (LCP, France 5) stigmatisaient l'Algérie et son peuple. Épisodes ordinaires de friction passagère ? Alger, irrité, a rappelé son ambassadeur à Paris, alors que le président Macron se flattait de la liberté d'expression des médias en France. Dans le pays de Voltaire, Zemmour et ses épigones, comme jadis Sartre, ami de l'Algérie et des Algériens en guerre d'indépendance, ne vont pas en prison et n'essuient aucune réprobation. À cette aune, le pacte de paix des mémoires entre l'Algérie et la France est vicié, quels que soient les gestes symboliques que le président français, coaché par Stora, se propose de faire en direction de l'Algérie et des Algériens dans les prochains mois.

Une guerre des mémoires françaises

Le président Macron et l'historien Stora rechercheraient-ils une résilience de la société française, principalement de parties clairsemées de la société française, de l'extrême droite au PIR et aux jeunes des banlieues, sur les impasses du passé colonial de la France ? Plutôt qu'une conciliation franco-algérienne inatteignable, ils devraient pacifier les mémoires françaises. Éric Zemmour, Jean Sevilla, Robert Ménard et leur clientèle pied-noir et « algérianiste », qui ne sont pas prêts à lâcher le thème ruineux de l'Algérie française, s'arment déjà aux incertitudes actuelles d'une France communautaire. Indécidable retour des choses pour une histoire impériale, qui fut glorieuse, dont la France subit désormais les contretemps pervers.

La seule guerre des mémoires qui divise la France provient de son inamendable passé. La France n'a pas maîtrisé la décolonisation de son vaste empire, ni les nombreuses migrations continentales qui ont notablement changé le tableau de ses populations depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Elle a littéralement explosé en plusieurs communautés autonomes sans lien avec la nation. Jean Sevilla, qui débite en tranches l'histoire de France dans les colonnes du « Figaro Magazine », déteste cette France multiculturelle, qu'il vomit. La France de Lavis, d'Isaac et Mallet, qu'il chérit, s'est transformée sous ses yeux, mais il n'a rien vu. Zemmour et Ménard, aussi, n'ont rien vu. C'est, en partie vrai, que cette France étrange et étrangère, planifiée par des gouvernements de droite et de gauche, ne leur appartient plus. Quel est le pays dans le monde qui accepterait que des voyous tchétchènes, issus de plusieurs villes d'Europe, piquent comme un vol de gerfauts sur une de ses capitales régionales pour y faire leur loi ? Un roman du communautarisme que Michel Houellebecq, après la vogue islamiste (« Soumission », 2015) n'écrira pas.

Est-ce seulement une dystopie ? Dans quelques générations, la communauté blanche originelle, sera minoritaire dans le pays. Zemmour et ses comparses se défaussent-ils sur l'Algérie, État indépendant et souverain, pour conjurer le troublant devenir d'une France menacée d'épuisement en raison du croît démographique de ses nombreuses et turbulentes communautés ? Ce communautarisme galopant, déstructurant les fondements de la France, M. Macron ne veut pas le nommer. Mais il correspond à ces « fractures historiques » qui minent la société française, reconnues par ses conseillers élyséens. Espère-t-il en trouver la réponse auprès de l'Algérie ?

Qu'est-ce qui resterait en ligne de mire dans cet affairage, dans cette paix des mémoires offerte aux Algériens, pressentie par le président français et mise en musique par l'historien Benjamin Stora ? Une trouvaille politico-électorale sans lendemain ? Les connaisseurs de la vie politique française garantissent la réélection, sans coup férir, de M. Macron, en 2022, face à Mme Marine Le Pen. La seule hypothèse qui déjouerait ce pronostic serait une candidature de poids de la droite française (notamment le président des Hauts-de-France, le maire du Havre ou – contre toute prévision – le président du Sénat) et dans cette hypothèse le « dossier algérien » et la commémoration du 60e anniversaire des accords d'Évian par un président-candidat, déjà engoncé dans les larges habits du général de Gaulle, renverseront-ils la vapeur ?

Macron attendrait-il le providentiel et décisif soutien d'une mythique France algérienne, incernable colonie du XXIe siècle, qui du cours Belsunce au boulevard Barbès, de Vénissieux à Roubaix, pèserait dans les enjeux démocratiques de la société française ? Voire...

Abdellali Merdaci

Photo en vedette : Capture d'écran. Source Algérie1.com

Notes

1. Voir sur ce thème dans l'historiographie française : Benjamin Stora, « La Gangrène et l'oubli. La mémoire de la guerre d'Algérie », Paris, La Découverte, 1991 ; Claude Liauzu [éd.], « Violences et colonisation. Pour en finir avec la guerre des mémoires », Paris, Éditions Syllepse, 2003 ; Pascal Blanchard et Isabelle Veyrat Masson [éd.], « Les Guerres des mémoires », La Découverte, 2008.

2. « Le Combat algérien », reproduit dans « Jean Amrouche. L'Éternel Jugurtha », publication des Archives de la Ville de Marseille, novembre 1985, p. 55.

3. Laureline Dupont, « Séparatisme. Le long chemin d'Emmanuel Macron », « L'Express » [Paris], n° 3598, 18-24 juin 2020.

4. Id.

5. Le 23 février 2005, l'Assemblée nationale adopte une loi sur les bienfaits de la colonisation française ; il y est noté que « les programmes scolaires reconnaissent en particulier le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord ». Voir sur cette question : Claude Liauzu [éd.], « Dictionnaire de la colonisation française », Paris, Larousse, 2007.

6. « El Watan » [Alger] notait la tardive réaction de l'Algérie au débat sur la loi du 23 février 2005, écrivant : « Le silence embarrassé avait duré près de trois longs mois avant que le président Bouteflika ne montât au créneau pour rappeler le véritable visage de la présence française en Algérie n'hésitant pas à comparer ce qui s'est passé à Guelma, Kherrata et Sétif avec les chambres à gaz nazies provoquant un véritable tsunami dans certains milieux politiques français. Il avait suffi que Bouteflika descendît dans l'arène pour que se libérât la parole en Algérie donnant lieu à des réactions en chaîne émanant de divers horizons pour fustiger cette loi » (Cf. « Lois sur les "bienfaits" de la colonisation. Timide réaction en Algérie », « El Watan », 12 décembre 2005).

7. Entretien avec le quotidien « Le Monde » [Paris], 29 juillet 2020.

8. Cf. [Libération.fr](http://liberation.fr), 25 juillet 2020.

9. Agathe Muller, « Macron interpellé sur la colonisation par un jeune Algérien », Le [Figaro.fr](http://figaro.fr), 6 décembre 2017.

10. Selon l'expression d'Anne Sophie Nogaret et Sami Biasoni, « Français malgré eux », Paris, Éditions de l'Artilleur, 2020.

11. Entretien cité avec « Le Monde », 29 juillet 2020.

Abdellali Merdaci : *Écrivain, critique et historien de la littérature.*

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Abdellali Merdaci](http://abdellali.merdaci.com), Mondialisation.ca, 2020

Articles Par : **Abdellali**
Merdaci

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca